



LA DETTE EXTERIEURE DANS LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT EN TUNISIE

Fathi CHAMKHI

Observatoire international de la dette (OID) - Séminaire de formation économique et historique
Bruxelles, 12-14 octobre 2005

La Tunisie :

- 10 millions d'habitants (1/4 moins de 15 ans) sur 154 mille km² ;
- Fait partie de différents ensembles, ou sous ensembles, géopolitiques : Maghreb, région arabe, Méditerranée et Afrique ;
- Mais, forte dépendance vis-à-vis de la France ;
- L'âge de la Tunisie postcoloniale est 50 ans. L'objectif déclaré du pouvoir est invariable : le bien être social dans une société moderne et développée ;
- L'image perçue à l'extérieur est celle d'un pays socialement stable, économiquement émergent, et politiquement modéré,
- Cette présentation vise à démystifier cette image. La question de la dette nous servira de fil conducteur.

II. SUCCESSIONS DES MODELES DE DEVELOPPEMENT

1. Le régime bourguibien (1956-1986) : « l'État patron »

a) Le modèle de développement de Bourguiba reposait sur les piliers suivants :

1. Contrôle de l'État du processus de développement,
2. Priorité à l'investissement industriel. Mais, l'agriculture n'est pas pour autant sacrifiée...
3. Fermeture relative au marché mondial, et industrialisation par substitution aux importations, avec ouverture contrôlée sur l'IDE à partir de 1974,
4. Déficit extérieurs couverts par le financement international, et en particulier par le recours aux emprunts. Mais, le pétrole et le phosphate constituent aussi autant de sources de financement.

b) Des résultats :

☞ Début d'une transformation radicale de la société :

- ☞ Politique sociale (éducation et santé publique, logements sociaux et politique de débourbification ...)
- ☞ Croissance urbaine rapide mais plus ou moins maîtrisée,
- ☞ Progression significative de la salarisation de la population active (la part des salariés dans la population active passe de 38% en 1956 à 64,5% en 1984),
- ☞ Amélioration des conditions des femmes : « Code du Statut de la Personnalité » en 1959 (interdiction de la polygamie, droit de la femme au divorce...), droit de vote pour les femmes, large scolarisation des jeunes filles, Planning familial en 1964, féminisation progressive de la force de travail...

☞ Accumulation primitive :

- ☞ Début d'industrialisation (industrie légère surtout –textile, industries mécaniques...- mais aussi quelques industries lourdes –raffinage de pétrole, cimenteries, complexes chimiques de transformation du phosphate...)
- ☞ Au niveau de l'agriculture, malgré un transfert soutenu de valeur vers l'industrie, réforme agraire et construction de gros ouvrages (barrages, lacs collinaires, adduction d'eau d'irrigation...), diversification, mécanisation et intensification du travaux agricoles...

c) Les limites du modèle :

- ☞ Régime politique anti-démocratique (régime de parti /État) avec développement d'une bureaucratie qui gangrène l'appareil productif ;
- ☞ Situation de rente : pétrole et phosphates ;
- ☞ intensification du recours aux emprunts extérieurs à partir de la 2^{ème} moitié des années 70'
- ☞ Un marché intérieur qui reste très limité à cause de la stagnation du pouvoir du salaire réel moyen jusqu'en 1975.

2. « L'ère Ben Ali » : le capitalisme sauvage (à partir de 1987)

a) Le coup d'État du 7 novembre 1987 :

- ☞ Vers le milieu des années 80', le régime de Bourguiba est atteint par les effets de la crise de la dette,
- ☞ Il tente de se soustraire au diktat des institutions financières : suppression des subventions aux produits de première nécessité qui provoque « la révolte de pain » en janvier 1984. Bourguiba fait marche arrière,

~~Le régime est rattrapé par la crise de la dette qui met à nu ses faiblesses en se transformant en crise générale,~~
~~En 1986, il adopte de façon tardive le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), mais la crise économique se double d'une crise politique en rapport avec la succession du « Combattant suprême »,~~
~~Le coup d'État vient à point nommé pour remettre de l'ordre aux sommets de l'État afin de passer à la vitesse supérieure dans l'application des réformes néo-libérales,~~

b) La fuite en avant néolibérale :

~~Le régime de Ben Ali franchit toutes les étapes dans sa fuite en avant pour l'intégration dans le consensus de Washington : en 1990 il adhère au GATT puis à l'OMC en 1995, et la même année il signe un traité, prévoyant une zone de libre échange à l'horizon 2008, avec l'Union Européenne,~~
~~La Tunisie devient un pays administré de manière conjointe par la commission européenne, via la « Commission de partenariat », et les « représentations techniques » de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI),~~
~~La soumission aux conditions de la BM et du FMI s'est consolidé de jour en jour, et le pouvoir de Ben Ali est devenu l'un de leurs élèves les plus dociles. Devenant même un modèle dans la région arabe et en Afrique.~~

II. CENTRALITE DE LA QUESTION DE LA DETTE

1 La dette a joué un rôle important dans l'histoire moderne de la Tunisie

?? Prétexte du colonialisme : au cours de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, elle fut la cause directe de la colonisation :

- ~~L'Etat Beylical est appâté par les dettes ;~~
- ~~En 1876 ses finances sont mis sous le contrôle d'une « Commission financière » Franco-britannique ;~~
- ~~En 1881, la France impose son Protectorat colonial à la Tunisie jusqu'en 1956.~~

?? Vecteur du néocolonialisme

Les effets conjugués de l'échec de la politique de développement, et ceux de l'impact de la crise de la dette ont poussé le pouvoir de Ben Ali à chercher refuge sous le parapluie du capital mondial. C'est un constat d'échec cinglant.

2 Un fardeau de plus en plus lourd à supporter

a) Retour à l'endettement massif pour faire face aux paiements

Evolution de la dette publique extérieure de la Tunisie

	1970	1980	1990	2000	2001	2002	2003
Encours (E)	0,6	3,5	7,7	10,6	10,9	13	15,5
Service	0,073	0,5	1,4	1,9	1,3	1,4	1,6
E/PNB	43,4%	41,7%	64,7%	57,3%	57,1%	64,5%	64,7%

Source : BM

?? Entre 2001 et 2003, l'encours de la dette publique extérieure progresse de 4,6 milliards de dollars (Mrds), plus que pendant les 11 dernières années, où il a progressé de seulement 3,2 Mrds de dollars.

?? La charge de la dette par rapport au PNB se maintient à un niveau critique ; soit 64,7%

?? Le service de la dette cumulé depuis 1980, représente 28,5 Mrds de \$; soit plus de 8 fois le montant de la dette initiale. Dans le même temps les prêts nouveaux contractés par la Tunisie ont représenté 27 milliards de dollars ; en d'autres termes, elle est devenue exportatrice nette de capitaux.

?? Au cours des dix dernières années, le service de la dette a augmenté selon un rythme plus élevé que celui du PIB : 62,2% contre 43,4% : le surendettement est assez clair.

b) La Banque mondiale aux commandes de l'économie tunisienne

Les crédits multilatéraux ont progressé de 12,3% en 1980 à 34,4% en 2003. C'est la Banque mondiale qui détient la plus grande part de ces crédits devant la Banque Africaine de Développement.

3. A quoi sert l'argent de la dette ?

?? D'abord à rembourser la dette, s'endetter pour payer la dette : un cercle infernal.

?? Et, certainement pas pour financer un hypothétique développement : Le produit de 18 années de privatisation (1,4 Mrds de dollars), qui sont venues à bout d'une grande partie des entreprises publiques, est inférieur au service de la dette de la seule année 2003 (1,6 Mrds de dollars),

?? De plus ¾ des entreprises privatisées l'ont été au profit du capital européen,

?? Le capital mondial et notamment européen détient une part du capital dans la moitié en entreprises industrielles que varie de 10 à 100%.

- ?? Le 1/5 des ces entreprises sont entièrement étrangères,
- ?? Un 1/3 des entreprises exportatrices sont à 100% étrangères,
- ?? Le capital étranger réalise en Tunisie le 1/3 des exportations manufacturières,
- ?? 56% du capital étranger en Tunisie est de nationalité française ou bien italienne,
- ?? La moitié des échanges commerciaux de la Tunisie s'effectuent avec la France, l'ancienne force colonisatrice.

Un débloccage difficile de la croissance

- ?? La moyenne de la croissance au cours des dix dernières années est d'environ 5%. Elle a gagné 1 point par rapport aux années 80'. Mais elle est inférieure de 1 point par rapport à la moyenne de la période allant de 1960 à 1980.
- ?? Cette croissance est très instable avec de très grandes variations d'une année à une autre : 1,7% en 2002, mais 5,5% l'année suivante,
- ?? Et elle reste tributaire de la conjoncture internationale et des aléas de la pluviométrie,
- ?? De plus, elle reste aux yeux de la BM insuffisante.

Elle profite à une minorité :

- ?? Capital étranger
- ?? Compradore
- ?? Mafias

Malgré que la facture sociale soit assez lourde :

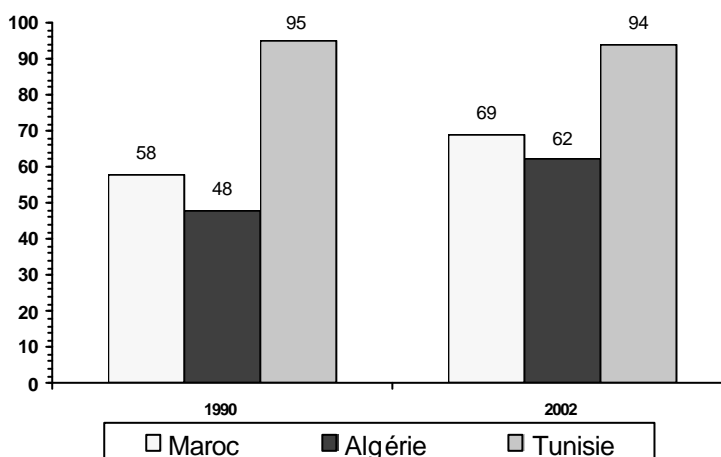
Le prix politique

Évolution de la structure des échanges extérieurs (1990-2002)

Pays	Importations de biens et services en % du PIB		Exportations de biens et services en % du PIB		Exportations de produits primaires en % des exportations de marchandises		Exportations de produits de haute technologie en % des exportations de marchandises		Part des produits manufacturés en % des exportations de marchandises	
	1990	2002	1990	2002	1990	2002	1990	2002	1990	2002
Maroc	32	37	26	32	48	35	0	11	52	56
Algérie	25	26	23	36	97	98	0	4	3	2
Tunisie	51	49	44	45	31	19	2	4	69	82

Source : PNUD 2004

Échanges de biens et services en % PIB



Évolution du solde commercial

	Solde de la balance commerciale (millions de \$)			% par rapport au PNB		
	1992	1995	1997	1992	1995	1997
Maroc	-503	-1,133	-968	1,77	3,44	2,91
Algérie	-599	-590	1,145	1,17	1,43	2,43
Tunisie	-485	-801	-729	-3,13	-4,45	-3,84

Source : Ligue des États arabes, "Rapport arabe unifié", 1998

Entrées nettes d'IDE en % du PIB (en millions de dollars Us)

Pays	Moyenne annuelle de entrées nettes d'IDE		Stock des IDE, à fin 2002	Part des IDE dans le PIB (en %, fin 2002)	IDE par habitant (en dollars)
	1985-1995	1998-2002			
Maroc	237	1090	9994	26.9	332
Algérie	17	741	5702	10.5	179
Tunisie	260	625	14061	66.2	1420

Source : CNUCED 2004. Citée in Jeune Afrique, L'intelligent, n°2280, sept 04, p 46

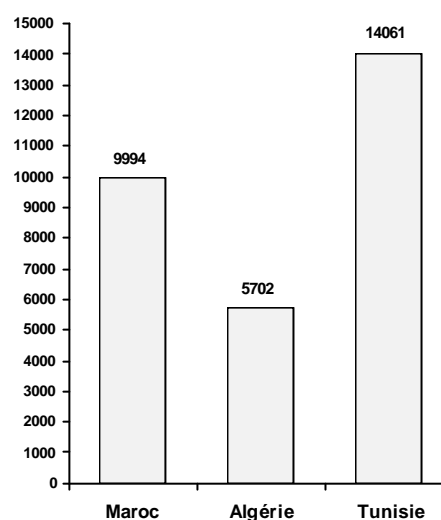
Entrées nettes d'IDE en % du PIB

Pays	1990	2002
Maroc	0.6	1.2
Algérie	-	1.9
Tunisie	0.6	3.8

Source : PNUD 2004

Part des IDE dans le PIB en 2002 (%)

Stock d'IDE en 2002 (millions de \$)



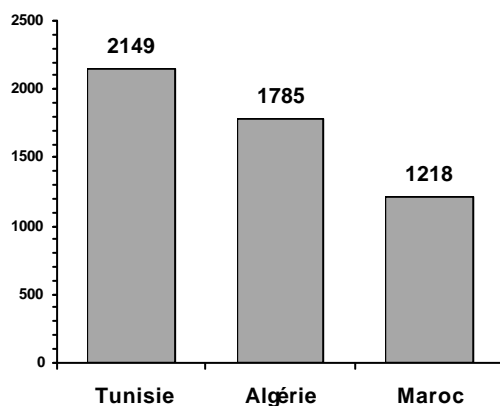
Entrées nettes d'IDE en Tunisie (en millions de dinars*)

1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
85	67	87	79	145	502	648	531	292	274	406	763	437	1068	700	1167	

Source : Banque centrale de Tunisie

* 1 Dinar = 0.65 Euro

PIB par habitant en 2002 (en dollars)



Croissance du PIB par habitant 1975-2002

	Croissance annuelle du PIB par habitant (en %)		PIB par habitant en 2002 (en dollars)
	1975-2002	1990-2002	
Maroc	1,3	0,8	1218
Algérie	-0,2	0,3	1785
Tunisie	2,1	3,1	2149

Source : PNUD 2004

Conclusion :